

Les révoltes populaires constituent un phénomène qui reste encore mal connu, aussi bien dans leur forme populaire qu'insurrectionnelle. Cela tient aux sources qui proviennent presque exclusivement des autorités et qui ne donnent que le point de vue des pouvoirs en place et des couches sociales dominantes. Les historiens ont certes étendu le champ de leur approche en complétant les chroniques par des sources judiciaires ou comptables. Mais ils restent tributaires du langage de la répression.

✘ Ainsi, pour désigner les révoltés du Bassin parisien en 1358, les chroniqueurs, appartenant au milieu clérical ou nobiliaire, les appellent « Jacques », de l'appellation « Jacques bonhomme » qui leur avait été donnée pour les tourner en dérision, et le chroniqueur Jean Froissart parle à leur sujet de « méchantes gens ». D'autres traitent les révoltés de Gand, en 1380, de « ribauds, chétifs et merdailles ». Dans tous les cas, ces jugements de valeur font référence aux *populares*, aux populaires, que les textes appellent aussi « le commun », le « peuple », « les menus » (contre les « gros »), ou encore, chez ceux qui s'inspirent d'Aristote, les « gens mécaniques ». Ces termes sont assez vagues, mais ils désignent les catégories inférieures de la société, par opposition à ceux que la fortune, le pouvoir, la notoriété sociale placent en position hiérarchiquement supérieure. Le problème consiste à situer la limite de cette stratigraphie sociale. Par exemple, parmi les révoltés de 1381, en Angleterre, on compte de nombreux membres du clergé, tel John Ball. Peut-on les considérer comme partie prenante du peuple, voire du petit peuple ? Si leur absence de fortune les place bien dans cette catégorie, ils font néanmoins partie du clergé et bénéficient d'un prestige qui les détache du peuple. A l'inverse, faut-il créer un fâcheux amalgame entre les populaires et les miséreux, ou encore les mendiants, et les englober tous dans le groupe des marginaux ? Le fait que les révoltes populaires soient, avant tout, aux yeux des contemporains, des troubles qui remettent en cause la hiérarchie sociale, ne doit pas dispenser d'une analyse fine des acteurs qui les animent. Quant à la révolte elle-même, les mots sont variés et ambigus. Elle commence avec le « murmure », lequel, dans les textes, se démarque mal de la rumeur. Le terme « effroi » ou celui de « commotion » sont employés dans un second temps pour montrer la peur et le choc que fait naître l'insurrection. Christine de Pizan et le récit anonyme du Bourgeois de Paris emploie aussi le mot « fureur » pour désigner les révoltes parisiennes de 1413 (Cabochiens) et de 1418. Les textes peuvent parler de conjuration, d'alliances ou de complots, mettant l'accent sur le serment et les contrats qui unissent les insurgés, ainsi que sur le caractère secret et inquiétant de la préparation. Enfin, l'emploi des termes « rébellion » ou « sédition » met l'accent sur l'infraction politique que commettent les insurgés par rapport aux pouvoirs établis et, du même coup, sur sa condamnation. Il est significatif que ces expressions politiques apparaissent surtout aux deux derniers siècles du Moyen Age, au moment où les pouvoirs étatiques s'affirment et où, sous l'influence du droit romain, se met en place le crime de lèse-majesté. Le vocabulaire reste donc ambigu, mais il donne quelques aperçus de la diffusion possible de la révolte par la rumeur, de sa structuration par la foi jurée, de son impact traumatisant et institutionnel. Saisir la révolte populaire est d'autant plus difficile qu'elle se confond parfois avec des manifestations hérétiques ou des dénonciations de l'hérésie, surtout pour les périodes les plus anciennes du Moyen Age. Il en est ainsi des Patarins de Milan (littéralement, ceux qui sont vêtus de chiffons) qui, entre 1045 et 1085, sont en lutte contre l'archevêque de la ville et dénoncent à la fois la simonie et le concubinage des prêtres. Ces insurgés sont en fait des fanatiques de la réforme grégorienne que leurs adversaires traitent

d'hérétiques. Si leur mouvement donne aussi naissance à des revendications sociales, les Patarins ne rassemblent pas l'ensemble du petit peuple. D'autres insurrections à cette époque dans les villes du nord de la France, vont dans le même sens. De façon générale, le lien que l'hérésie entretient avec un idéal de pauvreté exacerbé facilite l'amalgame.

Les révoltes populaires connaissent deux temps forts, l'un au XIIe s., l'autre aux XIVe-XVe s. Cela ne veut pas dire que des révoltes n'ont pas eu lieu en dehors de ces périodes et que, à l'inverse, ces temps forts puissent être considérés comme des « révolutions ». Le premier temps fort, celui du XIIe s., est lié à l'obtention des chartes de franchises. Il a été particulièrement violent dans le Nord où les affrontements ont opposé les bourgeois, soutenus par le peuple, aux seigneurs pour obtenir un certain nombre de privilèges, économiques, judiciaires et politiques. Mais l'Italie a aussi connu ses révoltes pour que puissent s'y développer les libertés urbaines, cette fois face à l'empereur et au Pape. La forme communale que prend le mouvement implique un serment entre les insurgés qui est, en lui-même, un acte répréhensible, puisqu'il lie des égaux, les bourgeois, et crée entre eux une alliance scellée devant Dieu. C'est l'une des raisons qui poussent certains clercs à condamner le mouvement, tel l'abbé Guibert de Nogent qui, à propos de la commune de Laon en 1115, parle de « commune » comme d'un mot « nouveau et détestable ». Les privilèges obtenus par les insurgés ne sont pas minces, tels l'abonnement à la taille, la codification des amendes, la réglementation des marchés, et une liberté personnelle qui restreint la servitude. Le second temps fort des révoltes médiévales consiste en un véritable cycle à l'échelon européen entre 1350 et 1420 environ, qui a pour cadre les villes, mais aussi les campagnes. Ces deux grandes vagues ne doivent pas faire oublier l'existence d'une violence latente. Dans le cadre de la seigneurie, des affrontements violents peuvent se produire de façon ponctuelle entre le seigneur banal et ses dépendants. C'est le cas en Catalogne (P. Bonnassie), mais aussi en France du Nord où, entre 1050 et 1150, on a pu repérer une douzaine de cas où des révoltes se terminent par la mort du seigneur (R. Jacobs). Des révoltes peuvent aussi opposer les serfs à leur seigneur, surtout à partir du milieu du XIIIe s., quand les communautés serviles œuvrent pour acheter leur liberté, par exemple dans le Bassin parisien. D'autres révoltes, surtout au XIIIe s., opposent le peuple des villes aux patriciens qui détiennent et monopolisent le pouvoir. C'est le cas en Flandre, dans les villes où la laine se transforme en drap. La société et l'économie y opposent les gens de métiers au patriciat, et, au sein des gens de métier, les tisserands, détenteurs d'outils chers et perfectionnés, aux foulons et aux teinturiers, les « ongles bleus », dont le corps est le seul outil de travail. Dès 1245, des grèves ou « takehans » éclatent à Douai et s'étendent à Gand et à Liège. A partir de 1275, la Flandre subit de plein fouet l'arrêt des importations de laine anglaise. Dans les principales villes, la population au chômage réclame une enquête sur la gestion des échevins, d'autant que le poids de la fiscalité urbaine s'accompagne de malversations. Les artisans du textile, tisserands et foulons, s'unissent pour mener les insurrections. Onze échevins sur seize sont assassinés à Douai ; le beffroi de Bruges est incendié ; de nombreuses archives urbaines sont saccagées. Le comte de Flandre, d'abord favorable aux insurgés pour mieux contrer les échevins, se range du côté de la répression et les gens de métier sont sévèrement punis. A des châtiments individuels sévères - pendaisons, décapitations et bannissements - s'ajoutèrent de lourdes amendes. En même temps, le comte profite de la situation pour réduire le pouvoir des échevins. Les révoltes de la période 1350-1420 sont les mieux connues. Elles ont un caractère européen et touchent

surtout les villes, mais aussi les campagnes. Leur simultanéité interdit de les traiter comme des phénomènes isolés. Par exemple, il apparaît bien que la Jacquerie qui embrase le Bassin parisien en mai-juin 1358 a des liens étroits avec le mouvement insurrectionnel d'Etienne Marcel à Paris et sans doute avec les mouvements qui agitent les villes de Flandre, en particulier Gand. L'information circule par le biais des lettres officielles, des contacts commerciaux et de la simple rumeur. C'est un véhicule puissant de la révolte. Il en est de même dans toute l'Europe à partir de 1378, au moment où s'ouvre à Florence, avec la révolte des Ciompi, un cycle de violences qui dure jusqu'en 1391 en Espagne. Chaque ville a certes une révolte spécifique, mais les liens entre les lieux sont étroits, par exemple entre Paris où sévissent les révoltés en deux vagues successives, l'une en 1380, l'autre en 1382 connue sous le nom de révolte des Maillotins, et Rouen qui connaît une Harelle en 1382. De la même façon, le réseau des insurrections est trop compact en Languedoc et en Catalogne pour que la révolte ne se soit pas répandue de façon exemplaire.

Les historiens sont de moins en moins convaincus du lien direct qui existerait entre misère et révolte. L'exemple le plus net est celui de la Jacquerie de 1358 où les acteurs sont des paysans cossus des terres riches du Bassin parisien ou des gens de métier recrutés dans les villes. Certains ont même acquis une certaine culture qui les situe parmi les élites paysannes (c'est le cas du meneur, Guillaume Cale). Les conditions que peut réunir une crise économique ne sont pas non plus suffisantes. On a pu montrer que si l'insurrection des Ciompi avait été liée au prix du pain, elle aurait éclaté dès 1375, au moment où se fait sentir une forte poussée du prix des denrées de première nécessité, qui a débuté en 1370 et chute en 1376-1377 (Ch. De La Roncière). Florence avait déjà connu une forte poussée de ce type entre 1335 et 1350, mais aucune révolte comparable à celle de 1378. Sur les quarante-trois émeutes qui se sont déclenchées à Florence entre 1343 et 1385, dans un seul cas, en 1368, le prix du pain est en question. Ce sont plutôt l'instabilité de la monnaie, les « remuements monétaires », les excès de la fiscalité et les événements militaires qui suscitent les révoltes.

✘ La place de l'impôt dans ces mouvements de la fin du Moyen Age est essentielle, si bien qu'on peut lier les révoltes à la croissance du système étatique, à un moment où le prélèvement fiscal doit encore être consenti par les populations. Dans cette perspective, il est normal que les révoltés soient d'abord ceux qui ne sont pas privilégiés et qui ne sont pas considérés comme assez misérables pour être exclus des rôles de taille. Pour eux, l'impôt est lourd. Il est normal aussi que les insurgés se recrutent parmi ceux qui, à l'échelle de leur village ou de leur paroisse, ont pris par ailleurs l'habitude d'appliquer un certain nombre d'idées démocratiques en votant l'impôt, le guet et la garde. Ceux qui se classent dans le noyau des fortunes moyennes prennent l'initiative. A Paris, en mars 1382, le cri de révolte est venu d'une marchande de cresson, donc d'une femme ayant un métier, modeste certes, mais à l'abri de la misère. La horde des exclus ne fait que suivre le mouvement, comme à Paris en 1418. Les marginaux, qui font tant peur, ne prennent pas l'initiative de la révolte. Pourtant, les chroniqueurs ont raison : ce sont les pauvres qui jouent de la violence contre les riches. Et il est probable qu'en 1380, les Tuchins, dans le Midi de la France, ont crié « Tuons, tuons tous les riches », utilisant le vocabulaire de la vengeance qui conduit à la guerre privée. Si les révoltés s'opposent d'abord aux collecteurs d'impôts, ce sont rapidement les riches qui sont visés, ce qui montre la force des antagonismes sociaux sur lesquels sont construites les hiérarchies. Le critère de fortune est insuffisant. Il faut tenir compte du degré d'acculturation, de l'accès aux

soins médicaux et à l'hygiène, de la qualité du logement et de la valorisation du métier exercé. Par exemple, les bouchers sont des gens fortunés, mais ils exercent un métier déprécié, d'où leur rôle dans la révolte parisienne de 1413. A Florence, les travailleurs de la laine sont au bas de l'échelle sociale, mais avec des nuances qui placent les fileuses et les tisserandes derrière les hommes : être Ciompa est pire que d'être Ciompo (A. Stella). Face aux riches qui dominent la ville, que valent ces nuances? A Florence, les foyers des Bardi qui résident dans la Scala concentrent entre 20 et 30% des fortunes et pèsent d'un poids énorme. On peut alors se demander si une ville comme Florence (environ 70.000 habitants en 1378) est capable de sécréter des liens d'unité entre ses groupes sociaux ou si, au contraire, les hiérarchies sont à vif au point de sécréter des oppositions irréductibles, prêtes à éclater quand les circonstances politiques ou économiques sont favorables. Sur l'ensemble de la population, un tiers des ménages est déclaré « misérable ». L'occupation de plus de la moitié des travailleurs est un simple gagne-pain, un travail sans honneur. Le paysage urbain porte les marques des ségrégations sociales: au centre sont les magnats ou les membres du Popolo qui ont exercé le pouvoir pendant le XIV^e s., tandis que la périphérie est occupée par les pauvres ou les miséreux. Il y a bien deux villes dans la ville, à Florence comme à Milan et à Lyon où la Rebeune de 1436 est venue des faubourgs. La muraille urbaine est aussi une fracture de chair et de sang. Les révoltés sont nées de ce dialogue devenu impossible entre les menus et les gros, parce que les menus sont des sortes d'étrangers dans leur cité, à un moment où l'esprit l'esprit civique et le sentiment d'identité urbaine se développent, partagés par tous. Il est tout à fait significatif que les révoltés tournent aussi leur violence contre les étrangers et les juifs. Les dettes et l'usure ne sont pas les seules en cause. La xénophobie s'assortit d'une sorte de croisade religieuse et les Ciompi ne revendiquent pas de s'appeler *Popolo Grasso*, mais *Popolo di Dio*. Ils défendent l'idée d'un territoire que souille la présence des juifs et des étrangers, d'un territoire dont ils doivent assurer la défense en désignant à leur tour des exclus, selon un processus qui leur fait retrouver l'identité que les riches leur ont confisquée.

Les engagements de ces populations dans la révolte aboutissent rapidement à un échec et d'ailleurs, l'insurrection se déroule elle-même dans un temps court, de l'ordre de la journée, au maximum de quelques semaines. Pourquoi ? La première explication tient à la rapidité de la répression, à armes inégales. Les Jacques ont des armes de fortune, au mieux des piques, et Charles de Navarre, qui les vainc à Mello le 10 juin 1358, est armé en chevalier. Les mouvements sont aussi morts d'une absence de programme politique de remplacement. Les insurgés n'imaginent pas d'autres modes de gouvernement que celui qui est en place, en particulier dans le royaume. Ils ne remettent pas en cause la personne du roi. Ils chargent ses officiers de toutes les fautes. Quand il existe l'amorce d'un programme politique, il est le fait de meneurs appartenant à d'autres couches sociales, tel le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, à Paris en 1413 et en 1418. Il existe une idéologie millénariste qui peut servir de toile de fond à ces révoltés qui rêvent d'une société sans impôts, sans contrainte, sans nobles. Ainsi, la violence des Travailleurs anglais, en 1381, se teinte de millénarisme avec la fameuse prédication de John Ball : « Quand Adam bêchait et Eve filait, où était le gentilhomme? » La violence devient alors purificatrice, déviant vers des thèses considérées comme hérétiques (Wycliff, Hus) et c'est une des causes de son échec, car elle se manifeste par flambées d'où le mysticisme n'est pas exclu et elle débouche sur un rêve à la fois passéiste et sécurisant. Il reste cependant à comprendre pourquoi la violence se met alors à flamber et à s'éteindre aussitôt. La révolte entretient avec la fête un certain nombre de points communs qui

caractérisent les rites collectifs. Les dates choisies sont significatives, quand elles sont en rapport avec le Carême et le Carnaval qui sont à la fois des temps de réformation et d'explosion sociale, comme c'est le cas à Rouen ou à Paris en 1382. Le temps de la révolte connaît aussi un déroulement inversé, puisque les révoltés commencent souvent à Vêpres et poursuivent leur action de nuit, ce qui signe un effet diabolique. Les sonneries des églises ou du beffroi deviennent anarchiques et le tumulte des Ciompi est aussi celui des petites cloches de la périphérie en discordance avec celles du palais. ce brouillage du temps, correspond celui de l'espace. Les portes de la ville sont fermées, des chaînes sont tendues dans les rues et, à l'inverse, les prisons sont ouvertes, un acte que seul peut se permettre le pouvoir souverain. Il est impossible que ces repères vacillent longtemps dans une société marquée par des codifications rituelles très fortes comme l'est la société médiévale. Enfin, quand la violence se développe au point de transformer la révolte en massacre, il peut exister des points de non-retour que perçoivent les révoltés eux-mêmes. A Paris, en 1418, la révolte s'arrête et se retourne contre son chef, le bourreau Capeluche, quand celui-ci, enfreignant les tabous, met à mort une femme enceinte. La violence a ici transgressé plus que l'ordre social : elle a atteint les fondements de l'ordre culturel, c'est-à-dire des valeurs que partagent tous les acteurs, qu'ils soient pauvres ou exclus. La révolte trouve là ses propres limites parce que les lois de l'honneur qui unissent les hommes sont finalement encore plus fortes que les clivages sociaux.

Les révoltes populaires sont un échec, mais leur répétition, en particulier à la fin du Moyen Age, a entretenu une psychose de peur. Non seulement les insurgés sont présentés comme des criminels, mais le peuple tout entier gagne en laideur, donc en mépris et en rejet. A terme il est probable que la répétition des révoltes populaire a finalement servi le développement des pouvoirs centralisés et a conforté la place des privilèges.

Claude Gauvard

In [Dictionnaire du Moyen Age](#)